

Le National entérine le budget 2026 après de multiples arbitrages

FINANCES PUBLIQUES. Le National et le Conseil des Etats convergent sur plusieurs points à l'issue des premiers débats sur le budget 2026. Les deux Chambres veulent investir plus dans la défense et l'agriculture tout en renonçant au train de nuit Bâle-Malmö. La gauche se retrouve perdante.

«D'heure en heure, ce budget est de plus en plus catastrophique», s'est désolée Irène Kälin (Vert-e-s/AG) mardi, à quelques minutes de la fin des débats au Conseil national.

La gauche a essuyé un coup de massue mardi matin à l'issue de treize heures de débats répartis sur trois jours: le National a coupé les dix millions prévus pour le lancement du train de nuit entre Bâle et Malmö en avril, suivant ainsi le Conseil des Etats.

Le camp rose-vert avait déjà essuyé une autre déconvenue lundi, lorsque les conseillers nationaux ont, à l'instar des sénateurs, alloué 70 millions en plus à l'armement. Ils ont également avalisé les dix millions voulus pour soutenir la viticulture, en difficulté.

«Besoin de pragmatisme»

La gauche et le PVL n'étaient pas contre un soutien, mais jugeaient le projet mal ficelé. Ils déploraient aussi que la santé des moutons et des bovins passent, à leurs yeux, avant la santé humaine, faisant référence aux millions débloqués pour le vaccin contre la langue bleue.

Le National a été plus timide sur le soutien pour la lutte contre les violences faites aux femmes et d'autres soutiens



Parlement. Le budget voté par le National prévoit un déficit de financement de 692 millions de francs et une marge de manœuvre de 134 millions.

demandés à gauche pour la santé publique. Il n'a toutefois pas coupé encore davantage, comme le souhaitait l'UDC, et est venu à la rescousse de Tox Info, actuellement sous-financé.

Les coupes dans le personnel de l'administration fédérale et

dans la coopération internationale sont d'autres thèmes que la gauche déplore. La droite a, elle, rappelé à plusieurs reprises le besoin de pragmatisme dans un contexte tendu, marqué par les mesures d'économie voulues par le Conseil fédéral pour ces prochaines années.

Les élus de tous partis tombent toutefois d'accord sur la nécessité de renforcer la cybersécurité. Dix millions supplémentaires ont été débloqués à cet effet. Et près de deux millions en plus ont été validés dans les deux Chambres pour l'Office fédéral de la police (Fed-

pol), malgré les réticences de l'UDC.

Les deux chambres ont donc prévenu plusieurs désaccords qui auraient pu poindre si elles s'en étaient tenues à l'avis de leurs commissions. Elles devront toutefois encore se départager sur deux thèmes: la coopération internationale et l'assurance chômage.

Le National a taillé plus franchement dans la coopération internationale, prévoyant une coupe de 34,5 millions. La tendance est aussi à la baisse aux Etats, mais bien plus mesurée. Les députés veulent aussi injecter les 290 millions supplémentaires en provenance du canton de Genève dans les prestations de la Confédération à l'assurance chômage, supprimées en 2025. Le Conseil des Etats a déjà fait un pas dans le sens de sa Chambre sœur en prévoyant 150 millions dans ce domaine, alors que sa commission ne voulait débloquer aucun montant.

Le budget voté par le National prévoit un déficit de financement de 692 millions de francs et une marge de manœuvre de 134 millions. Les dépenses sont augmentées de 123 millions et les recettes de 15 millions par rapport à la version du Conseil fédéral. Le projet repart au Conseil des Etats. (ats)